



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
13 mai 2010
Français
Original: espagnol

Groupe d'examen de l'application

Première réunion

Vienne, 28 juin-2 juillet 2010

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Liste des experts

Document d'information établi par le Secrétariat

Le présent rapport a été établi en application de la résolution 3/1 de la Conférence, intitulée "Mécanisme d'examen". Il contient la liste des experts gouvernementaux soumise par les États membres aux fins du processus d'examen, ainsi que des informations sur les postes que ces experts occupent ou ont occupés et sur leur expérience professionnelle. Compte tenu du nombre de listes reçues, le rapport est divisé en plusieurs parties. Le présent document contient des informations sur les experts soumise par les pays suivants: Argentine, Bolivie (État plurinational de), Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba et République dominicaine.

* CAC/COSP/IRG/2010/1.



Experts gouvernementaux pour le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

<i>Pays</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom(s)</i>	<i>Poste actuel</i>	<i>Postes antérieurs/expérience pertinente</i>
Argentine	Bruno	Ángel Atilio José	Coordonnateur, Commission de suivi de l'application de la Convention interaméricaine contre la corruption	Coordination et direction d'une commission interinstitutionnelle qui s'occupe principalement de suivre l'application de la Convention interaméricaine contre la corruption en Argentine. Participation au Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption. Expérience d'enseignant et de conférencier. Ancien député national et ancien membre de la convention constitutive de la Ville de Buenos Aires. Ancien Premier Vice-Président de la Fédération argentine des ordres d'avocats, de l'Ordre public des avocats de la capitale fédérale et de l'Association des avocats de Buenos Aires.
	Hafford	Deborah Lucia	Analyste principale, Direction de la planification des politiques de transparence, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme de la République d'Argentine	Coordonnatrice des programmes de transparence et de lutte contre la corruption dans les provinces et municipalités argentines et des programmes de renforcement institutionnel du Bureau anticorruption. Représentante de l'Argentine dans le Programme pilote sur l'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et le Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption. Expérience antérieure: responsable des affaires internationales de l'Administration nationale de la sécurité sociale, assistante de la Direction des affaires économiques bilatérales du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte. Expérience de l'enseignement.
	Rolleri	Gabriel Gerardo	Coordonnateur des politiques de transparence des marchés publics, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme	Proposition de politiques générales de transparence des acquisitions et des marchés publics, mise au point de mécanismes et d'instruments visant à créer, régir et renforcer le régime des marchés publics par des procédures de suivi et des listes de contrôle; assistance à l'élaboration de projets de clauses et conditions; analyse de cadres juridiques. Expérience antérieure au Bureau du Vérificateur général des comptes de la Nation, au Secrétariat de l'industrie et du commerce extérieur, à la Cour des comptes et au Poder judicial de la Nación (Ministère de la justice). Expérience de l'enseignement et publications.
	Caro	Hilda Lorena	Analyste, Direction de la planification des politiques de transparence, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme de la République d'Argentine	Élaboration de projets normatifs conformes aux conventions internationales relatives à la lutte contre la corruption (spécialité: marchés publics). Traitement de dossiers. Rédaction de décisions et de rapports judiciaires. Analyse de pays en vue de l'établissement de rapports sur le respect de la Convention interaméricaine contre la corruption, dans le cadre du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de ladite Convention. Participation au Programme pilote d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
	Geler	Laura	Analyste principale, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et	En tant qu'analyste principale: conseil et assistance juridique dans le domaine de l'action internationale à la Direction de la planification des politiques de transparence du Bureau anticorruption. Coordination générale

Pays	Nom	Prénom(s)	Poste actuel	Postes antérieurs/expérience pertinente
	Arocena	Luis Fernando	des droits de l'homme	de l'assistance juridique aux membres argentins du Comité d'experts du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption. Experte suppléante auprès dudit Mécanisme. Membre de l'équipe argentine qui a participé au Programme pilote d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Assistance à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets concernant la gouvernance avec des organisations de la société civile. Expérience de l'enseignement. Expérience antérieure dans la justice nationale des services de la Ville autonome de Buenos Aires et dans des cabinets d'avocats privés.
	Montero	Martín Andrés	Conseiller, Direction des enquêtes, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme	En tant que conseiller auprès de la Direction des enquêtes: conseil au sujet de la législation pénale pertinente, des questions administratives liées aux affaires de corruption et des mesures à prendre. Analyse préliminaire et collecte de preuves, formulation de plaintes pénales (ou rejet) concernant les cas de corruption présumée signalés au Bureau anticorruption et représentation de ce dernier dans son rôle de partie plaignante, et collaboration avec les différents services de coordination des enquêtes de la Direction au sujet des dossiers ou des enquêtes préliminaires. Expérience antérieure: Tribunaux oraux fédéraux de la Ville de Buenos Aires, où sont jugées les affaires de corruption.
	Gómez	Nicolás	Coordonnateur des systèmes de prévention de la Direction de la planification des politiques de transparence, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme	En tant que conseiller auprès de la Direction des enquêtes: conseil au sujet de la législation pénale pertinente et des questions administratives liées aux affaires de corruption. Analyse préliminaire des cas de corruption présumée signalés au Bureau anticorruption, formulation de plaintes pénales (ou rejet) et représentation du Bureau dans son rôle de partie plaignante, collaboration avec les différents services de coordination des enquêtes de la Direction au sujet des dossiers ou des enquêtes préliminaires. Expérience antérieure: Directeur des enquêtes (Bureau anticorruption), Secrétaire de la justice et des affaires pénitentiaires (Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme), secrétaire d'avocat, première chambre de la Cour d'appel en matière pénale et correctionnelle de la Capitale fédérale. Membre du comité d'experts de la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains, coordonnateur et représentant du Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme auprès du GAFI et de la CICAD de l'OEA, expert pour l'évaluation de la Convention de l'OCDE.
				Conseil concernant les études et les évaluations relatives aux systèmes de l'Administration publique nationale et pour la planification stratégique des politiques et plans informatiques du Bureau anticorruption. Conception, mise au point et mise en œuvre de projets de renforcement institutionnel, du système des déclarations certifiées concernant les biens des fonctionnaires publics, y compris les processus informatiques concernés, du système de formation à distance à l'éthique publique par le biais de la plate-forme virtuelle appelée SICEP (Sistema de Capacitación en Ética Pública). Expérience antérieure: concepteur du système informatisé des déclarations

Pays	Nom	Prénom(s)	Poste actuel	Postes antérieurs/expérience pertinente
	O'Reilly	Patricio José	Coordonnateur des enquêtes relatives aux requêtes illégales, Direction des enquêtes, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme	certifiées des fonctionnaires publics du Bureau anticorruption. Chef du projet de développement du nouveau site Internet du Bureau (www.anticorruption.gov.ar). Chef du projet SICRUFUP (Sistema de Cruzamiento de Datos de Funcionarios Públicos). Chef du projet SICEP visant à développer et à mettre en œuvre une plate-forme virtuelle permettant d'offrir des cours à distance sur les questions d'éthique, de transparence et de lutte contre la corruption. Responsable des processus de planification stratégique du Bureau anticorruption. Participation à la conception et à la mise en œuvre de plans de transparence dans les organismes publics. Responsable du transfert de technologie du système informatisé des déclarations certifiées pour les pays nécessitant une assistance (République dominicaine, Honduras, Guatemala, etc.). Enseignement dans les domaines de l'éthique et de la transparence dans divers instituts et universités (UBA, UNSAM, INAP, etc.). Consultant international pour divers projets relatifs à la transparence et à l'éthique publique, notamment au Honduras et en Haïti.
	Bardi	Pedro Martín	Analyste principal, Bureau anticorruption, Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme	En tant que coordonnateur des enquêtes, direction d'une équipe de travail chargée des enquêtes, des plaintes et des poursuites concernant les actes de corruption. Représentation du Bureau anticorruption dans son rôle de partie plaignante.
	Sal	Sebastián	Coordonnateur de l'Association internationale des autorités anticorruption (IAACA) pour les pays hispanophones	En tant que coordonnateur dans le domaine des conflits d'intérêts et des incompatibilités, gestion et traitement des dossiers ouverts d'office ou à la demande d'une partie (questions, dénonciations). Expérience antérieure: Directeur général des affaires juridiques à l'Audit général de la Ville autonome de Buenos Aires, conseiller du Président du Collège des magistrats de la Ville de Buenos Aires. Expérience de l'enseignement.
	Suxo Iturry	Nardi	Ministre de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte	Coordonnateur de l'IAACA (formulation des statuts, promotion de la mise en œuvre effective de la Convention des Nations Unies contre la corruption; collaboration avec les autorités nationales et internationales dans la lutte contre les infractions de corruption; promotion de la coopération internationale, etc.). Expérience antérieure: conseiller externe d'un député de la législature de la Ville de Buenos Aires, expérience dans la justice nationale et les activités privées, spécialisation dans la criminalité dite en col blanc.
Bolivie (État plurinational de)				Ministre de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption de Bolivie. Ancienne Vice-Ministre de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption de 2006 à 2009. Représentante de la Bolivie au Comité d'experts du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption. Elaboration de rapports d'évaluation concernant l'application des instruments internationaux de lutte

<i>Pays</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom(s)</i>	<i>Poste actuel</i>	<i>Postes antérieurs/expérience pertinente</i>
	Montero Lara	Hugo Raúl	contre la corruption Vice-Ministre de la lutte contre la corruption, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption	contre la corruption. Conception et formulation de politiques de prévention et de lutte contre la corruption en Bolivie. Représentante de la Bolivie auprès des organismes et organisations internationaux. Coordination et mise en œuvre de stratégies de transparence et de contrôle social. En tant que Vice-Ministre: formulation et mise en œuvre de politiques de lutte contre la corruption, d'incrimination des actes de corruption et de recouvrement d'avoirs, d'administration des biens récupérés appartenant à l'État, de sensibilisation du public et de formation des fonctionnaires publics; supervision des enquêtes, du suivi des actes et des procédures judiciaires de lutte contre la corruption; supervision de la présentation de plaintes, coordination et mise en œuvre de stratégies de coordination interinstitutionnelle concernant les enquêtes et les jugements dans les affaires de corruption. Participation au Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption. Expérience antérieure: juge technique de la Chambre des peines du tribunal et juge d'instruction pour les questions pénales préventives (district de Cochabamba).
	Camargo Ticona	Carlos Fernando	Vice-Ministre par intérim de la prévention, de la promotion de l'éthique et de la transparence, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption	En tant que Vice-Ministre: élaboration de politiques publiques concernant la transparence au niveau national, mise en œuvre du programme de transparence dans la gestion publique, élaboration de programmes de prévention de la corruption, travaux dans le domaine de l'éthique publique concernant les fonctionnaires publics et la société en général. Expérience antérieure: Directeur général de Vice-Ministère, Directeur de l'École de gestion publique plurinationale, coordonnateur de l'Unité de transparence du Vice-Ministère, Directeur du Bureau d'éthique des douanes nationales de Bolivie, responsable du domaine de la défense au Bureau d'éthique des douanes nationales de Bolivie, conseiller spécialisé dans les questions d'éthique, de transparence et de lutte contre la corruption.
	Veizaga Bellido	Gabriela Denisse	Directrice générale des enquêtes concernant les actes de corruption, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption	En tant que Directrice générale des enquêtes: supervision des enquêtes, du suivi et du contrôle des actes et des procédures judiciaires de lutte contre la corruption et le manque de transparence, coordination de l'élaboration de politiques de transparence avec les différentes entités étatiques, mise en œuvre de mesures destinées à détecter les actes de corruption au sein de ces entités, mise au point de mécanismes de renforcement et de coordination institutionnelle visant à promouvoir la transparence et à lutter contre la corruption. Expérience antérieure: Défenseur du peuple (responsable du programme concernant les personnes privées de liberté).

Pays	Nom	Prénom(s)	Poste actuel	Postes antérieurs/expérience pertinente
	Céspedes Rau	Ricardo Juan	Directeur général du recouvrement des biens de l'État, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption	Élaboration et mise en œuvre de politiques de recouvrement du produit de la corruption, enquêtes sur les fortunes et les gains illicites, échange d'informations, coordination interinstitutionnelle et gestion des biens recouverts. Élaboration de normes juridiques. Suivi et contrôle des processus et formulation de plaintes en vue du recouvrement des biens. Coordination de l'assistance technique et mesures de coopération internationale pour le recouvrement d'avoirs. Contrôle de l'application des normes nationales et des accords internationaux relatifs à la lutte contre la corruption. Expérience antérieure: conseiller pour les questions de lutte contre la corruption et le recouvrement de biens.
	Cayujra Barreto	Edgar Luis	Spécialiste du suivi et de la mise en œuvre des instruments internationaux de lutte contre la corruption, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption	Suivi et contrôle de la mise en œuvre des instruments internationaux de lutte contre la corruption de l'ONU, de l'OEA, de la Communauté andine des Nations (CAN) et de l'OCDE. Élaboration de rapports d'évaluation, d'appui technique et d'expertise pour les organismes internationaux concernés; gestion, d'appui technique et d'expertise en vue de l'adoption des politiques, mesures et normes prévues par les conventions signées par la Bolivie; mise au point et formulation de projets de normes et de lois, projets et plans visant à incorporer en Bolivie les mesures et normes prévues par les conventions et instruments internationaux signés par le pays, et mise au point et formulation d'une législation anticorruption en général. Conseil technique, coordination et transmission de demandes d'assistance et de coopération juridique internationale. Représentant de la Bolivie dans le Programme pilote d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et dans le Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption.
	Támez Guardia	Julietta	Conseillère pour les questions d'audit, Ministère de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption	Experte en audit criminalistique (actes de fraude et de corruption). Réalisation d'analyses, élaboration de rapports techniques et conseil technique. Coordination interinstitutionnelle, formation. Contrôle de la redevabilité dans 19 ministères et assistance technique des unités chargées de la transparence. Expérience antérieure: Directrice de l'unité d'audit interne dans les ministères suivants: finances, développement économique, éducation, et dans d'autres entités décentralisées.
	Sánchez Salas	Mariela	Responsable des questions juridiques, Unité d'investigation financière	En tant que responsable des questions juridiques: analyse de rapports concernant les opérations suspectes et de l'opportunité des enquêtes, établissement de rapports juridico-financiers permettant d'établir s'il existe des éléments constitutifs d'une infraction liée à la légitimation de gains illicites ou à l'infraction de blanchiment d'argent. Conseillère auprès de la Direction pour la signature d'accords, participation à l'élaboration du budget, participation aux réunions internationales consacrées au blanchiment d'argent. Expérience antérieure: Cour supérieure de district, Chambre civile, Seguria, Vice-Ministère de la jeunesse, Procureur du district de La Paz, Division anticorruption, affaires juridiques.

<i>Pays</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom(s)</i>	<i>Poste actuel</i>	<i>Postes antérieurs/expérience pertinente</i>
Chili	Hamel	Sebastián	Chef de l'unité de la coopération et des relations internationales, Contrôleur général de la République	Chef d'unité des relations internationales avec les organismes multilatéraux, responsable de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et représentant dans le groupe de travail constitué par l'État chilien. Responsable de projets visant à renforcer la transparence dans la gestion publique, avec le PNUD et la GTZ (Agence allemande de coopération technique). Expérience de chef de l'unité des audits spéciaux du Contrôleur, chargé de mener des enquêtes sur des cas graves de violation du principe de probité administrative. Expérience de procureur adjoint (Fiscalía de La Florida), enquêtes et jugement de délits économiques. Expérience en tant qu'avocat spécialisé dans les droits de l'homme.
	Morales Pena	Roberto	Avocat conseil, Unité spécialisée dans la lutte contre la corruption, Bureau du Procureur général	Fourniture de conseils au Procureur national et aux procureurs sur les questions de corruption et les délits commis par des fonctionnaires, participation au processus de suivi des conventions de l'OCDE (évaluation du Chili et évaluateur expert pour le Brésil), membre du Groupe national d'experts contre la corruption.
	Fernández	Hernán	Sous-directeur, Unité spécialisée dans la lutte contre la corruption, Bureau du Procureur général	Sous-directeur, Unité spécialisée dans la lutte contre la corruption: conseil aux procureurs spécialisés dans les questions de corruption, proposition d'instructions générales, analyse de cas, supervision des analystes comptables et financiers de l'Unité. Expérience au sein du Conseil de défense de l'État: défense des intérêts de l'État chilien auprès des tribunaux de justice en matière, notamment, de corruption.
	Picand Albónico	Eduardo	Avocat conseil, Bureau du Procureur général	Traitement des demandes d'assistance en matière pénale internationale pour les délits de corruption et des demandes d'extradition passive; expérience des enquêtes concernant des délits commis par des fonctionnaires.
	Finsterbusch	Christian Werner	Avocat conseil en coopération juridique internationale, Ministère des relations extérieures	Expérience au sein de l'autorité centrale de coopération juridique internationale, traitement des demandes d'assistance en matière pénale internationale concernant les délits de corruption et des demandes d'extradition tant active que passive. Représentant du Ministère des relations extérieures dans le Groupe de travail national de coopération juridique internationale et dans la Réunion des autorités centrales des pays du MERCOSUR et des pays associés.
	Jusid	Deborah	Chef, Département juridique, Surintendance des banques et des institutions financières	Fourniture de conseils à la Surintendance concernant l'application de lois et réglementations en matière bancaire, participation à l'élaboration et à l'examen de projets de loi d'ordre financier, défense judiciaire de la Surintendance.
	Pavez-Tolosa	Carlos Alfredo	Chef, Réglementation des marchés, Surintendance des valeurs et des assurances	Proposition et mise en œuvre de politiques visant l'application de la réglementation des marchés de valeurs et d'assurances, représentation de la Surintendance au Groupe de travail du GAFISUD pour la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme; expert évaluateur dans le processus de vérification des recommandations du GAFI; représentation de la Surintendance dans le groupe de travail national sur l'application de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents

<i>Pays</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom(s)</i>	<i>Poste actuel</i>	<i>Postes antérieurs/expérience pertinente</i>
	Torrealba González	Alvaro Andres	Chef, Division de la vérification et du respect des obligations, Unité d'analyse financière	publics étrangers (OCDE). Poste actuel: direction et contrôle du processus de vérification du respect de l'obligation d'informer visant à prévenir et à détecter les infractions de blanchiment d'argent et le financement du terrorisme; élaboration de projets de surveillance des personnes concernées; proposition de sanctions. Expérience antérieure: longue expérience du service public, notamment des services fiscaux (analyse et audit fiscal) et du Bureau du Procureur général (unité anticorruption).
Colombie	Osorio Chacón	Álvaro	Chef, Unité nationale spécialisée dans les infractions contre l'administration publique, Bureau du Procureur général de la Nation	Suivi et évaluation des résultats des enquêtes menées par les procureurs; création de groupes de travail pour le suivi des enquêtes; coordination avec la police judiciaire de l'appui technique, scientifique, d'enquête et opérationnel. Longue expérience de fonctionnaire judiciaire, notamment en tant que Directeur des affaires internationales, et professeur de droit pénal, en particulier dans le domaine des infractions contre l'administration publique.
	Castañeda Crespo	Carlos	Procureur (section 17), délégué auprès des juges de circuit, Unité nationale spécialisée dans les infractions contre l'administration publique, Bureau du Procureur général	En tant que procureur, enquête relative aux faits, mise en accusation, le cas échéant, des auteurs présumés ou des personnes ayant participé à des actes punissables. Adoption ou demande d'application de mécanismes alternatifs de résolution de conflits. Direction et coordination des fonctions de la police judiciaire. Expérience antérieure: conseiller juridique (Institut d'assurances sociales), avocat de la direction juridique (FIDUCOLOMBIA) et autres fonctions dans les secteurs public et privé. Vaste expérience du droit public, notamment dans les domaines de la gestion de l'administration publique, les marchés publics, la gestion financière et administrative (l'accent étant mis sur la gestion efficace des ressources, la réalisation de bénéfices, la modification des profils de travail et l'évaluation des résultats).
	Arango Viana	María	Directrice du contrôle interne et de la rationalisation des procédures, Département administratif de la fonction publique	En tant que Directrice du contrôle interne et de la rationalisation des procédures: formulation, promotion et évaluation de politiques en matière de contrôle interne de la branche exécutive du pouvoir public national; orientation et coordination de mesures dans le cadre du contrôle interne et de la rationalisation des procédures. Expérience antérieure en qualité, entre autres, de chef du contrôle interne de la Surintendance financière et de Secrétaire générale du Fonds national d'épargne. Vaste expérience du secteur financier dans les domaines financier, administratif et commercial, prise en charge des domaines comptable, financier, administratif et des investissements.
	Gómez Gálvez	Martha	Bureau du Conseiller juridique en chef, Unité d'information et d'analyse financière	Conseillère du Directeur général et de ses collaborateurs dans les affaires juridiques qui relèvent de la compétence de l'Unité, coordination des affaires juridiques de l'entité, élaboration et compilation de normes en matière de détection et de prévention du blanchiment d'argent et/ou du financement du terrorisme, défense judiciaire, participation à l'examen de mémorandums d'accord, questions contractuelles, administratives, budgétaires et relatives aux conditions de travail, révision de rapports de renseignement financier,

<i>Pays</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom(s)</i>	<i>Poste actuel</i>	<i>Postes antérieurs/expérience pertinente</i>
	Moreno Sanjuan	Martín Antonio	Procureur, délégué auprès des juges de circuit, Bureau du Procureur général de la Nation	prescriptions nationales et internationales. Vaste expérience du conseil à des entités gouvernementales et privées. En tant que procureur, enquête relative aux faits, mise en accusation, le cas échéant, des auteurs présumés ou des personnes ayant participé à des actes punissables. Adoption ou demande d'application de mécanismes alternatifs de résolution de conflits. Direction et coordination des fonctions de police judiciaire. Application de mesures pertinentes de protection des témoins et des victimes. Longue expérience de procureur.
	Rueda	Mónica Patricia	Conseillère, Programme présidentiel de lutte contre la corruption, Présidence de la République	Responsable de la coordination des politiques, couvrant notamment les conventions internationales de lutte contre la corruption, des projets de coopération et la promotion d'initiatives de prévention de la corruption. Représentante de l'État colombien pour les questions internationales liées aux conventions internationales de lutte contre la corruption. Élaboration et mise en œuvre d'instruments de prévention et d'analyse du phénomène de la corruption. Responsable de la réalisation des objectifs du projet SIGOB dans le domaine des politiques du Programme anticorruption. Expérience antérieure de Défenseur du peuple et dans un cabinet d'avocats. Expérience de l'enseignement et publications.
	Ortiz	Oscar Enrique	Directeur, Programme présidentiel pour la modernisation, l'efficacité, la transparence et la lutte contre la corruption, Présidence de la République	Directeur du programme présidentiel pour la modernisation, l'efficacité, la transparence et la lutte contre la corruption. Postes antérieurs: secrétaire privé du Ministère de l'éducation, conseiller de l'Assemblée nationale constituante et conseiller (questions constitutionnelles) de la Présidence. Soutien à la rédaction de diverses lois et à l'appropriation et à la diffusion de la Constitution. Expérience de l'enseignement.
Costa Rica	Calderón	Gilberth	Procureur chargé de l'éthique publique, Bureau du Procureur général de la République, Ministère de la justice	Expérience dans les domaines de la lutte contre la corruption, l'éthique et la transparence dans la fonction publique, sur les plans tant administratif que judiciaire.
	Viquez Solís	Ronald Andrés	Procureur chargé de l'éthique publique, Bureau du Procureur général de la République, Ministère de la justice	Procureur chargé de l'éthique publique: représentation de l'État en matière d'éthique publique et de lutte contre la corruption, sur les plans tant administratif que judiciaire, y compris les plaintes et les actions civiles; rôle d'autorité centrale pour la coopération internationale, coordination de l'application des instruments internationaux. Vice-Président (2008-2009) du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption, représentant du Costa Rica lors de conférences internationales.
Cuba	Romero Pérez	Maria del Carmen	Directrice juridique, Direction juridique, Contrôleur général de la République	En tant que Directrice juridique: représentante légale du Contrôleur auprès d'autres entités nationales, étrangères ou internationales, conseil en matière de passation de marchés, élaboration de projets de dispositions juridiques. Fourniture d'avis sur les questions et rapports spéciaux concernant des faits présumés délictueux détectés dans le cadre des activités d'audit, de

Pays	Nom	Prénom(s)	Poste actuel	Postes antérieurs/expérience pertinente
	Nicolau Cruz	José Luis	Auditeur supérieur du Gouvernement, Contrôleur général de la République	<p>supervision et de contrôle. Participation à la coordination des traités du Ministère des relations extérieures. Participation active au processus de suivi de la Convention internationale contre la corruption. Expérience antérieure en tant que procureur, auditrice supérieure (Ministère de l'audit et du contrôle) et directrice juridique (Ministère de l'audit et du contrôle). Expérience de l'enseignement et publications.</p> <p>En tant qu'auditeur supérieur: suivi, analyse et traitement des plaintes et dénonciations de la population. Évaluation et analyse des actes de corruption, notamment des causes et des conditions qui les engendrent et les favorisent. Elaboration de propositions de stratégies et de politiques de prévention et de bonnes pratiques, fondées sur la participation et la surveillance citoyennes, ainsi que sur la probité des fonctionnaires de l'administration. Expérience antérieure: Auditeur supérieur du Gouvernement (Ministère de l'audit et du contrôle), enquêteur agréé (Centre d'enquêtes psychologiques et sociologiques). Expérience de l'enseignement et publications.</p>
	González Pancorbo	Ana Maria	Directrice, Supervision de haut niveau, Ministère de l'audit et du contrôle	<p>En tant que Directrice de la supervision de haut niveau: révision préliminaire, évaluation et réponse aux motifs de défense et/ou de contestation présentés par les personnes faisant l'objet d'un contrôle du Ministère, et des requêtes en révision des avis émis par l'autorité; formulation d'avis sur les cas qui lui sont soumis. Collaboration directe depuis plus de 19 ans avec l'Audit en tant que chef de groupe, superviseuse, directrice des audits spéciaux et directrice de la supervision de haut niveau. Dans ce dernier cas, évaluation des réponses aux irrégularités présentées par les personnes soumises à un contrôle, dans les entités étatiques et mixtes, les unités inscrites au budget et les entités non gouvernementales. Expérience de l'enseignement et publications.</p>
République dominicaine	Caamano Santana	Daniel Omar de Jesús	Directeur, Unité d'audit interne, Contrôleur général de la République dominicaine	<p>Directeur de tous les audits internes du système national de contrôle interne, qui comprend le gouvernement central, les institutions décentralisées et autonomes, les institutions de la sécurité sociale et les entreprises publiques où l'État est actionnaire majoritaire. Comptabilité publique, avocat des tribunaux de la République, membre du collège des avocats dominicains. Fonctions antérieures: Directeur administratif de la Présidence (par intérim), Directeur financier du Ministère de la santé publique, Contrôleur général.</p>
	Cuevas García	Melissa	Responsable du département des politiques, normes et procédures, Direction générale des marchés publics	<p>Direction, coordination et supervision de l'analyse, de la conception, de l'élaboration et de la diffusion des politiques, normes, systèmes et procédures régissant le système des achats et des marchés publics. Expérience de formatrice dans le domaine des achats et des marchés publics.</p>
	Magoshi Fernández	Midori Rosa	Spécialiste du suivi institutionnel, Commission nationale d'éthique et de	<p>Suivi du plan stratégique 2009-2012 pour la transparence, l'éthique et la prévention de la corruption en République dominicaine, et de ses plans d'action, par le biais d'un système de coordination, d'animation, de suivi et</p>

<i>Pays</i>	<i>Nom</i>	<i>Prénom(s)</i>	<i>Poste actuel</i>	<i>Postes antérieurs/expérience pertinente</i>
	Basora Arriaga	Rafael Alberto	lutte contre la corruption (CNECC) Spécialiste de la surveillance des commissions d'éthique, Commission nationale d'éthique et de lutte contre la corruption (CNECC)	d'évaluation de la mise en œuvre, suivi de la réalisation, par les institutions, des projets et activités prévus dans le domaine de l'éthique et de la transparence. Suivi et fourniture d'une assistance aux commissions d'éthique publique, constituées par des fonctionnaires qui ont pour tâche de promouvoir les valeurs éthiques, d'encourager la transparence et de lutter de manière active contre la corruption administrative.
	Guzmán Guzmán	Verónica Noelia	Responsable du Département de promotion de l'éthique et de coordination interinstitutionnelle, Commission nationale d'éthique et de lutte contre la corruption (CNECC)	Planification, coordination et supervision des activités liées à la mise en œuvre et à la promotion de la lutte contre la corruption administrative et à la promotion de l'éthique et de la transparence dans les institutions du secteur public. Révision et application de la loi générale de libre accès à l'information publique, de la loi sur les marchés publics et de la loi de la fonction publique. Suivi de l'application des conventions internationales relatives à la prévention et à la lutte contre la corruption. Membre du Comité d'experts du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption.
	Martín Ferreyra	Roberto Adonis	Sous-coordonateur, Commission d'appui à la réforme et à la modernisation de la justice (CARMJ)	Les activités de la Commission visent à renforcer la culture juridique des avocats et des citoyens dominicains dans le domaine des droits fondamentaux et de l'accès à la justice.
	Castaños Zouain	Julio Simón	Responsable des questions multilatérales, Direction nationale des poursuites pour corruption administrative, Bureau du Procureur général de la République	Responsable du suivi des engagements et des relations institutionnelles de la Direction nationale avec les organisations internationales, les organismes de coopération, la société civile et les autres institutions de l'État concernées par la lutte contre la corruption. Expert adjoint représentant la République dominicaine auprès du Comité d'experts du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption.
	Montero Montero	Gregorio de Jesús	Vice-Ministre de la fonction publique, Ministère de l'administration publique	Responsable de la professionnalisation de la fonction publique, du respect des droits et devoirs des fonctionnaires. Supervision des directions suivantes: relations de travail, systèmes de carrière, recrutement et sélection, analyse et rémunération du travail. Rédaction de diverses normes liées à l'administration publique. Expérience de conseil et d'enseignement.
	Fernandez Javier	Julio Anibal	Vice-Ministre, spécialiste de l'administration, Ministère des finances	Signature des ordres et des chèques de paiement correspondant aux engagements de l'État. Coordination et supervision des ressources humaines et financières. Représentation du Ministère des finances auprès, entre autres, du Comité du blanchiment d'argent, de la Commission nationale d'éthique et de lutte contre la corruption et du conseil de la Surintendance des valeurs.